

CE MONDE QUI BOUGE

L'énigme Mohamed Mediene

On ne va pas revenir sur ce qui a été écrit concernant la fin de mission du patron du Département du renseignement et de la sécurité (DRS), le général Mohamed Mediene dit Toufik. Les commentaires et articles sur sa mise à la retraite et les remaniements dont a été l'objet le DRS laissent interrogateur. Mais



Par Hassane Zerrouky

que sait-on au juste sur lui, sur ses convictions, sa vision de l'Algérie et sur l'institution qu'il a dirigée durant 25 ans ? On n'en sait pas plus sur son opposition supposée à l'endroit de Bouteflika, et sur le fait que son départ signifierait la «fin d'une époque», la fin de la police politique», la fin de «l'Etat-DRS» (c'est quoi ?) ! Qui plus est, il y a deux ans, le général Mediene n'avait pas réagi face aux accusations publiques proférées contre lui par le chef du FLN Ammar Saâdani.

Ce sont des journalistes, des militaires à la retraite et des hommes politiques qui ont parlé à sa place et pris sa défense contre Saâdani. En résumé, tout ce que les Algériens savent, c'est que Mohamed Mediene a été le patron du DRS durant 25 ans et qu'il a fait partie du cercle des officiers supérieurs qui auraient poussé Chadli Bendjedid à la démission, ce que ce dernier a refusé dans un livre lui ayant été consacré et dans des entretiens à la presse nationale et étrangère.

En vérité, le DRS et ceux qui l'ont dirigé restent une énigme. Quel est le rôle exact de cette institution, son poids dans le système politique et sécuritaire et ses rapports avec les autres institutions dont l'armée ? Dire que le DRS manipulait, tirait les ficelles, qu'il était derrière tous les coups fourrés relève d'une lecture policière qui ne nous avance pas à grand-chose sauf à verser dans la rumeur, à écrire qu'un tel doit sa nomination grâce au cousin du cousin occupant une fonction proche des services, que le GIA est une création des services...

La seule chose dont on peut convenir est que le système politique algérien fonctionne dans une totale opacité. Ce type de système autoritaire où la séparation des pouvoirs est inexistante, où le Parlement n'assume pas sa fonction de contrôle de l'exécutif et où ce dernier, une fois élu, n'a de compte à rendre à personne, où la justice reste soumise au politique, où les libertés restent sous haute surveillance, autorise toutes les interrogations, toutes les supputations politiciennes et toutes les rumeurs.

Est-ce que la mise à l'écart de Mohamed Mediene est l'aboutissement d'un bras de fer entre la présidence de la République et le DRS ? S'inscrit-elle dans une entreprise d'affaiblissement de cette institution sécuritaire ? Ou alors est-ce le DRS qui rentre dans les rangs comme ce fut le cas, dit-on, pour l'armée après le départ du général Mohamed Lamari ? Des questions de ce genre on peut en poser à l'infini. Reste que dans un système politique basé sur un Etat de droit, régi par des règles démocratiques et par la loi, les changements intervenus au sein des services de sécurité seraient quelque chose de banal. De fait, le départ de Mediene, les mises à l'écart d'officiers de l'armée et des services de sécurité, l'arrestation du général Hassen, sur fond de restructuration des services de sécurité, ne touchent en rien la nature du système politique actuel car ils ne relèvent pas d'une entreprise de «démilitarisation» ou de démocratisation du système politique.

En revanche, le DRS ne pourra plus servir d'alibi pour masquer la politique présente et à venir du pouvoir politique. On ne pourra plus incriminer le DRS ou incriminer les «décideurs» (qui sont-ils ?) pour expliquer la mauvaise gouvernance. Et l'opposition ne pourra plus invoquer la police politique» pour expliquer son incapacité à mobiliser les Algériens ou les rivalités de personnes qui minent les partis politiques de l'intérieur.

Plus généralement, on ne pourra plus invoquer la multiplicité «des centres de pouvoir» ou «des centres de décision» pour expliquer la paralysie et l'immobilisme du système politique algérien : Abdelaziz Bouteflika, qui n'est désormais plus «un Président trois quarts», et qui incarne sans partage le pouvoir politique, sera seul comptable de ses actes de gestion devant les Algériens.

H. Z.

LOUISA HANOUNE ET LA MISE À LA RETRAITE
DU GÉNÉRAL TOUFIK :«Le couronnement
du démantèlement de l'État»

Tout en soutenant «ne rien comprendre à la mise à la retraite du patron du DRS (Département du renseignement et de la sécurité), Louisa Hanoune s'est fait la porte-parole du petit peuple, reprenant à souhait ses interrogations à ce sujet.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Car pour elle, toutes les lectures faites par des chefs de parti et autres gens des médias, «ne sont que des illusions». Seule certitude, néanmoins, «cette décision est tout sauf ordinaire avec des conséquences imprévisibles aux plans national et international et notamment la lutte antiterroriste», affirmait-elle, hier à l'ouverture d'une réunion restreinte des membres du bureau politique du parti issu des wilayas du centre du pays. Et de «se trahir», aussitôt, voyant dans cette dernière décision du président de la République «le couronnement d'un parcours de démantèlement de l'institution qui a commencé par l'annulation de certaines de ses missions et le transfert de bien d'autres».

Ceci tout en prenant minutieusement soin de préciser qu'elle ne discute pas une décision qui relève de l'une des prérogatives du président de la République que lui attribue l'actuelle Constitution, dont celles de

la mise à l'écart ou de promotion de responsables. Un démantèlement auquel l'oligarchie qui, à ses yeux, ne cesse de répandre ses tentacules à tous les niveaux n'est pas du tout étrangère, rappelant que «tout a commencé à l'automne de l'année dernière» quand le FCE, dans sa nouvelle version, a «montré ses pattes».

Autre élément de la décision qui, selon elle, ouvrira les portes du pays à tous les périls et dangers, son timing «loin d'être fortuit», avec, dira-t-elle, «un contexte explosif, dilapidation de l'argent public et un climat politique plus lourd». «Avons-nous vraiment besoin d'une pareille décision en cette conjoncture précise ?, s'interrogera-t-elle, enclenchant bien d'autres interrogations.

«Peut-on imaginer un instant Obama démanteler la CIA ou transférer ses missions au Pentagone ou encore Hollande, Cameron, Sissi ou Merkel faire de même pour les services de leurs pays ? A qui profite cette décision ou encore



Louisa Hanoune, présidente du PT.

celle de l'emprisonnement du général Hassan, le maître d'œuvre de la lutte antiterroriste ?»

Autant de questions qui font dire à Hanoune que le successeur de Mohamed Mediene héritera «d'une coquille vide».

La secrétaire générale du PT réfutera, par ailleurs, certaines des lectures faites de cette décision. «Changement politique?, ironisera-t-elle, rappelant que l'oligarchie a mis la main basse sur les partis du pouvoir et des médias et «menace jusqu'aux bases matérielles de la nation à cause de la prédation».

Photo : NewPress

Et de prévenir que «si ça continue comme ça, c'est un régime militaire qui pointera son nez car la régression socioéconomique mène droit vers les systèmes autoritaires», détruisant la vision de certains selon laquelle cette mesure était le prélude à l'avènement d'un Etat civil ou encore celle qui y décèle une guerre de succession entre clans du pouvoir. Hanoune dira, à ce propos, que «le plus grand perdant dans cette affaire est l'immunité de l'Etat et du pays à travers ce détricotage de l'institution du DRS».

M. K.

APRÈS LA FORMATION DU BLOC FFS, RND ET FLN

Vive réaction des élus des autres formations

«L'attente imposée au citoyen de Bgayet afin de voir son assemblée de wilaya fonctionner selon les normes et les textes a permis au FFS de reconstituer, après neuf longs mois, une majorité perdue, au prix de marchandages occultes et en débauchant, fidèle à ses habitudes, quelques élus issus du FLN, prouve, si besoin est, l'ordre de priorité et de préoccupations que se fait le parti aux commandes à l'APW de Bgayet, depuis 18 ans», sont les termes d'une déclaration des groupes RCD et le Forum socialiste à l'APW de Béjaïa, en réaction à la reconstitution de l'alliance FFS-FLN ayant repris le contrôle de l'assemblée après près de 8 mois de blocage.

«L'APW de Bgayet vient de connaître une énième traître-recomposition basée sur une alliance d'individus aux intérêts insatiables au détriment du développement», ont estimé les élus du RCD et du FS dans leur document intitulé «le développement de la wilaya attendra».

Les opposants au nouveau groupe majoritaire à l'APW gérée par le FFS qui s'est allié avec 6 élus du FLN et le groupe RND, expliquent qu'avant même que le nouveau wali n'affiche ses objectifs en matière de développement que des voix se sont faites entendre au sein de l'exécutif de l'APW, dans une émission radiophonique, pour l'inviter «à s'amarrer au groupuscule qui a longtemps bloqué l'essor de notre wilaya».

«Après plusieurs années d'inertie et neuf mois de blocage injustifié, le destin de l'APW est de nouveau entre les mains d'une bande aux intérêts occultes qui poursuivra ses pratiques de prédation», fustigent les élus du RCD et du FS dans leur déclaration.

Les mêmes élus estiment que les règles les plus élémentaires de la démocratie ont été «bafouées 9 mois durant, avec la complicité de l'administration». «Sinon comment expliquer que le déblocage soit possible aujourd'hui, avec une session expédiée en 10 minutes, ne l'a pas été quand la majorité était en défaveur du FFS ?», se sont interrogés les chefs de groupes RCD et le FS. Le président de l'APW, otage

consentant d'une poignée d'individus, au lieu de s'attaquer aux racines du blocage, continue à nier la faillite de son exécutif. «Les citoyens venus assister à la session, dont nombreux ont été contraints à un interrogatoire avant d'accéder au siège de la wilaya, étaient unanimes à dénoncer un énième squat mafieux et les contraintes rencontrées alors que les délibérations sont censées être publiques», dénoncent le RCD et le FS tout en pointant du doigt le président de l'APW, «otage consentant d'une poignée d'individus, lequel, au lieu de s'attaquer aux racines du blocage, continue à nier la faillite de son exécutif», selon eux.

Et d'ajouter «le président de l'APW, sentant la fragilité de sa nouvelle alliance, s'est résolu à expédier la session sans débat, refusant de traiter de la conformité de l'assemblée relative à l'abandon de mandat de 2 élus du FFS, en totale violation des lois et l'usage en matière de délibération publique, avec la complicité de l'administration, sensée veiller au strict respect des textes».

Tout en réaffirmant leurs engagements à rester «mobilisés aux côtés des citoyens

de la wilaya, en portant haut et fort, au sein de l'APW, leurs aspirations», les élus du RCD et du FS qui se considèrent ni impliqués, ni artisans du blocage du fonctionnement de l'assemblée qui a duré 9 mois», se sont engagés à chaque dérive et de porter à la connaissance de l'opinion publique toute action ou décision allant à l'encontre des intérêts de notre région et de sa population.

Poursuivant leur réquisitoire à l'encontre de la nouvelle alliance FFS-RND-FLN qui contrôle l'APW, les élus du RCD et du FS ont réitéré leur exigence «d'une commission d'enquête sur la gestion douteuse du chapitre 914, relatif aux subventions allouées par l'APW aux associations».

«Nous ne cultivons pas les mêmes valeurs, nous ne partageons pas les mêmes opinions, nous n'avons pas le même vécu et n'aspérons pas au même avenir. Vous nous reprochez de vouloir «moraliser la politique». Nous plaçons coupables.

Définissez vos idées et acceptez que nous fassions autant», concluent dans leur déclaration les élus du RCD et du Forum socialiste.

A. Kersani